

ENTRETIEN

AVEC ARLETTE FARGE*

RÉALISÉ PAR ANNE-MARIE CHARTIER**

Anne-Marie Chartier – *Arlette Farge, vous êtes une historienne du XVIII^e siècle, spécialiste reconnue de l'histoire des femmes, mais vos travaux les plus nombreux portent sur le peuple parisien. Vous avez publié depuis vingt ans des livres dont les titres retracent tout un programme : Vivre dans la rue à Paris au XVIII^e siècle, en 1979, Le Désordre des familles (en collaboration avec Michel Foucault) en 1982, La Vie fragile dont le sous-titre est Violence, pouvoirs et solidarités à Paris au XVIII^e siècle, Logiques de la foule. L'affaire des enlèvements d'enfants, Paris 1750, avec Jacques Revel en 1986, Le Goût de l'archive en 1989, puis il y a eu l'Histoire des femmes en 1991, Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIII^e siècle en 1992, Le cours ordinaire des choses dans la cité du XVIII^e en 1994, enfin Des Lieux pour l'histoire en 1997 en même temps qu'un petit livre sur Watteau et la guerre, Les fatigues de la guerre. Est-ce que vous pouvez donner une idée de ce qui est le centre de vos recherches, derrière la variété des approches que retrace la trajectoire des titres ?*

Arlette Farge – Finalement, j'ai deux objets : c'est vrai que la source en elle-même, que ce soit les archives judiciaires ou les procès de police, est un objet, comme je l'ai expliqué dans *Le Goût de l'archive*. Avoir accès aux discours constitués par les instances de justice ou par la police, c'est approcher des institutions qui ne sont pas neutres, qui donnent un point de vue particulier sur la réalité sociale. Mais il y a un deuxième objet, qui est ce qui peut s'atteindre à travers le rapport de police ou l'interrogatoire du juge. Grâce à ces archives, je peux saisir les comportements populaires urbains parisiens et en particulier retrouver les paroles de ceux qui ne pouvaient pas écrire. En effet, les gens auxquels je m'intéresse sont aux deux tiers analphabètes, beaucoup ne peuvent même pas signer leur procès verbal. Au travers de leurs paroles rapportées, retranscrites, j'essaie de voir leurs comportements, leur vie matérielle, leurs occupations, leurs amours, et au-delà, j'essaie de reconstituer ce

103

* - Arlette Farge, Centre de recherches historiques, EHESS-CNRS.

** - Anne-Marie Chartier, Service d'histoire de l'éducation, INRP-CNRS.

que sont leurs manières de décider, de vouloir, de négocier, d'imaginer, de croire, pour m'interroger, finalement sur leurs compétences sociales et politiques. C'est ce deuxième objet qui m'intéresse prioritairement.

A.-M. C. – *Qu'est-ce qui distingue votre approche des histoires du type « histoire de la vie quotidienne » ?*

A. F. – On a beaucoup donné dans le genre « vie quotidienne » ou « vie privée » à partir des années 1970. Cette façon de faire de l'histoire des mentalités en s'intéressant à l'habitat, au costume, à l'alimentation, à la sexualité, permettait de s'éloigner des lourdes grilles d'une histoire sociale marxisante, dans laquelle on privilégiait les dépouillements de séries en grand nombre et on structurait la société autour des oppositions entre de grandes catégories sociales. Avec le retour vers la vie privée, on pouvait sortir de cette vulgate. Mais ce faisant, on oubliait un peu que la toile de fond de l'existence ordinaire est faite de tensions, de conflits, de luttes qui structurent les comportements, les pratiques et les affectivités. Les livres de « vies quotidiennes » laissent croire que la vie se déroule de façon lisse, paisible, avec pour seules scansion les rythmes naturels. C'est une histoire qui se tient en marge des événements historiques. Pour ma part, je cherche intellectuellement à m'éloigner de cette approche pour mettre en évidence, à travers la quotidienneté, un monde d'action, de tensions, de réactions aux événements, et par delà, un monde qui pense et qui sait. Ce que je cherche à retrouver, ce sont des formes de savoirs que l'on n'a pas l'habitude de reconnaître comme telles. Et pourtant, dans tous ces épisodes de la vie ordinaire, je vois bien à l'œuvre l'exercice d'un tel savoir social.

A.-M. C. – *Quels problèmes de méthode pose ce genre d'ambition ?*

A. F. – Il y a une première nécessité qui est l'imprégnation des sources. Il faut les fréquenter indéfiniment. En passant son temps à les lire, à les recopier, à prendre des notes, on finit par entrer dans un mode de pensée spécifique et on y entre avec son intelligence, avec sa sensibilité, avec ses affects. En même temps, la deuxième chose que je ressens, c'est que ce travail d'imprégnation produit une tension permanente entre la familiarité qu'on a assez vite avec ce monde-là et l'impression récurrente d'un dépaysement total. Par moment, le sentiment de proximité l'emporte, on se dit « ils sont comme nous », et à d'autres moments, c'est l'étrangeté qui prime, on se dit « ils sont complètement différents ». En fait, il faut tenir les deux données simultanément pour éviter en permanence de se laisser piéger par une des deux impressions.

A.-M. C. – *Est-ce que le dépaysement ne tient pas à la source ? Si vous aviez à travailler aujourd'hui sur des sources judiciaires, sur des comptes rendus d'interrogatoires policiers, est-ce que vous ne ressentiriez pas du dépaysement ? On est sur la frontière de la normalité, tout de même ?*

A. F. – Oui, bien sûr. C'est un autre point de méthode essentiel. Je sais que je suis dans un monde de l'excès. Si on a eu recours au commissaire de police, c'est que les choses ne sont pas allées normalement. Mais il ne faut pas oublier que le monde de la police d'hier n'est pas celui d'aujourd'hui. Au XVIII^e siècle, elle s'occupe absolument de tout, on a recours au commissaire en permanence. On ne viendrait pas régler les différents familiaux au commissariat de police aujourd'hui comme on le faisait alors. J'ai donc accès à des informations qui aujourd'hui ne seraient pas étalées sur la place publique. De ces confrontations, je ne cherche pas à établir si elles sont vraies, exagérées ou mensongères. Cela m'est égal de savoir laquelle des deux dépositions contradictoires est vraie. En revanche, en rassemblant un maximum de situations de ce type, je vois les formes d'entente et de mésentente que les gens ont entre eux, ce qui les réunit pratiquement ou les fait s'affronter. On repère les récurrences des réactions à certaines situations, la mise à contribution des témoins. On peut de cette façon percevoir ce qu'est un quartier, comment fonctionne un marché, comment se déclenche une émeute.

A.-M. C. – *Par le symptôme de la plainte ou de l'excès, vous pouvez avoir prise sur l'ordinaire ?*

A. F. – Bien sûr, car si les gens sont venus se plaindre, c'est qu'ils trouvent que quelque chose ne va pas. À partir de la désignation réitérée de l'anomalie, on peut donc déduire ce qui est considéré comme la normalité, comme le cours normal des choses. Je dis bien ce qui est considéré comme « normal » au sens d'acceptable ou de souhaitable, pas seulement ce qui serait la normalité au sens de compartement moyen ou de ce qui arrive le plus souvent. D'une seule occurrence, on ne pourrait évidemment rien conclure, mais grâce à la quantité de scènes démultipliées, on reconstitue un véritable paysage qui témoigne pour la réalité d'un monde social et d'un temps. Je sais, c'est un quatrième point de méthode, que je ne parviendrai jamais à la réalité nue, qui s'atteindrait directement, mais je suis sûre, empiriquement, que par cette collecte scrupuleuse, je parviens à une reconstitution véridique, même si elle reste toujours partielle et inachevée.

A.-M. C. – *Vous parlez souvent de l'existence d'un « reste » qui ne peut pas être traité, qui outrepassé toujours ce que la restitution historique peut rendre.*

A. F. – Il y a deux sortes de « reste ». Mon travail n'est pas de livrer des sources brutes, mais de construire un objet le plus rigoureusement possible. Pour traiter ces sources judiciaires, alors que je ne fais pas une analyse portant sur le fonctionnement de la justice, j'adopte généralement un point de vue thématique. N'importe quel matériau d'archive m'apporte donc toujours trop, du fait de cette limitation obligée. Si je prends par exemple le thème des relations entre maîtres et apprentis ou maîtres et compognons, je vais repérer dans une série documentaire tout ce qui traite des conflits entre eux. Mais dans cet ensemble, à travers les récits singuliers de multiples conflits, je vais aussi avoir accès à bien d'autres informations, par exemple sur

le rôle des femmes de maîtres dans l'organisation du travail à l'atelier ou dans sa gestion économique. Je passe donc mon temps à prendre des notes qui restent en réserve, pour un autre dossier à venir. Dans certains cas, je sais déjà à quoi ces notes vont me servir, mais dans d'autres cas, je n'en ai pas encore l'idée. Je sais simplement de façon intuitive que ce « trop », ce « reste », m'apprend quelque chose d'important, je dirais même d'essentiel sur quelque chose qui me reste encore obscur. Même si je ne sais pas encore bien pourquoi, je le considère comme « notable ». Alors, j'enregistre. Au fil du temps, je constate ainsi que mes thématiques ont évolué. Mais il y a un autre « reste ». C'est ce dont on discutait souvent avec Michel Foucault quand on travaillait sur les lettres de cachet, ce que lui appelait d'une façon très belle « ce bruit de dessous de l'histoire ». Dans ces archives qui sont fragmentaires, le témoin ou l'accusé commence à parler puis s'arrête, l'interrogatoire impose une forme, il y a des phrases inachevées, de l'inabouti, avec des pans d'histoire qui nous restent inconnus. De ce fait, l'historien lit quelque chose d'in audible, d'impalpable, qui tient à l'aspect elliptique des présences. Je travaille sur des personnages anonymes, qui apparaissent une fois au cours d'une déposition, puis disparaissent, mais malgré cette fugacité des rencontres, j'ai souvent l'impression de les avoir vraiment rencontrés, en chair et en os, même si c'est brièvement. Il y a des personnes qu'on ne peut pas oublier.

C'est important de prendre conscience de cette infirmité où nous sommes de rendre compte complètement de ce qui pourtant nous a rejoint par l'archive. En ce moment, je suis en train de travailler sur le thème de la souffrance. C'est un thème qui a déjà été abordé dans les grands travaux sur la mort, mais je ne m'inscris pas dans cette problématique. Pour mieux comprendre le mode de relation à la souffrance, je cherche à voir comment s'exhibe la souffrance singulière des êtres, quel type de compassion ceux-ci demandent, quel type de compassion ils reçoivent, quelles sont les formes acceptables de la plainte. À chaque fois, la plainte se présente comme une narration, un récit oral retranscrit par le greffier. Je peux ainsi lire non seulement le contenu des plaintes mais aussi la forme d'énonciation dans laquelle la souffrance se dit de façon pudique ou violente selon les cas. Tout cela se manifeste à travers des mots, de toutes petites choses, souvent très ténues, puisque les textes où je repère ces témoignages ne sont pas centrés sur la souffrance. J'approche cette question de façon oblique, à partir de documents relativement massifs qui parlent de la violence dans les relations entre hommes ou entre les hommes et les femmes. J'ai ainsi abordé une réalité très présente dans l'histoire qui est la guerre. La guerre fait partie des grands événements, toujours signalés dans les livres d'histoire, mais elle n'est alors qu'une réalité très abstraite, avec les victoires, les défaites et les traités. Mais qu'est-ce que c'est, une guerre, si on la prend du côté de la quotidienneté, de la vie concrète de ceux qui la font ? Comment ça se fait, pratiquement, la guerre ? Qu'est-ce que c'est, si on la prend du côté de la souffrance ?

En reconstituant la relation à la souffrance à travers la guerre, ou à travers la maltraitance, le suicide, l'abandon, la rébellion, par le menu des relations singulières, je ne cède pas aux charmes d'une approche subjective, fascinée par les individualités pour elles-mêmes. Je ne perds jamais de vue que ces comportements singuliers

n'ont de sens que si je peux les rattacher à des événements collectifs, à des comportements collectifs, ou encore à une communauté sociale. La communauté de référence peut être un quartier, une paroisse, un régiment si ce sont des soldats. De cette façon, les individus singuliers ne sont jamais réduits à leur singularité, ils se trouvent insérés dans une réalité sociale qui les porte puisque c'est dans et pour cette communauté que leurs actions prennent sens.

A.-M. C. – *De cette façon, on a accès non à la souffrance vécue, muette, mais à la souffrance dite, exprimée.*

A. F. – Ce qui fait qu'un événement est un événement, aussi minime soit-il, c'est qu'il a toujours un écho dans la langue. La parole sociale prolonge l'événement, lui donne une existence, une mémoire, le relie au futur. Dans la plupart de mes livres, j'ai donc fait droit à cette prise de parole de ceux qui sont d'habitude les silencieux de l'histoire parce que personne n'écoute ce qu'ils disent. Dans *Le cours ordinaire des choses*, j'ai essayé d'aller plus loin et d'atteindre ce qui reste inexprimé, sans voix. Les archives nous offrent des relations qui sont presque de l'ordre du tableau. Dans ce livre, j'ai fait une sorte de montage commenté de fragments d'archives, pour donner à voir, comme par effraction, des fragments de réalité tels que la police les a vus et relatés d'une plume imperturbable. Ce sont des scènes, des récits brefs, des énumérations : description d'une jeune femme assassinée, des objets qui entourent celle qu'on surprend au saut du lit, le bref récit rapporté d'une séduction qui a mal tourné, d'une sortie entre amis qui finit par un drame. On y apprend pas seulement à entendre mais à voir le XVIII^e siècle, comme nous apprennent aussi à le voir, à travers leurs représentations éclatées, les tableaux de Chardin, de Greuze ou de Watteau. Eux aussi donnent à voir, à travers leurs compositions, leurs choix esthétiques, leur regard de peintre, une réalité silencieuse. C'est cette réalité silencieuse que j'interroge dans le livre intitulé *Les Fatigues de la guerre*, où je travaille à partir des dessins de Watteau. Finalement, je poursuis le même but en travaillant sur les tableaux et sur certains écrits archivés.

A.-M. C. – *Comment faire pour ne pas projeter les catégories esthétiques ou les manières de sentir du présent sur le passé ?*

A. F. – Il me semble que c'est un problème qui se pose à moi ni plus ni moins qu'aux autres historiens. Les historiens passent toujours à l'histoire des questions qui naissent du présent, présent de l'actualité et présent de leur discipline, et ils choisissent leurs objets intellectuels aussi en fonction d'investissements personnels.

A.-M. C. – *C'est vrai, mais la question se pose pour vous de façon différente, me semble-t-il. Quand les historiens définissent leur méthodologie de leur travail, ils ne font pas de leurs affects ou de leur sensibilité un moyen pour constituer du savoir. Ce qu'ils mettent généralement en avant, c'est la rigueur qui préside à la construction d'un objet intellectuel, sur lequel on a une prise rationnelle. Or, dans votre cas, il*

semble que vous revendiquiez, finalement, de faire une place méthodologique à la sensibilité, aux affects, comme d'un instrument de connaissance.

A. F. – C'est vrai que je le fais de façon explicite, contrairement aux autres historiens. Mais en même temps que j'assume cette position, je prends toutes les précautions nécessaires pour ne pas être engloutie dans ma propre empathie ou dans ma subjectivité. Qu'est-ce que l'histoire, si ce n'est la sédimentation des regards des historiens, avec leurs savoirs intellectuels mais aussi leurs sensibilités, leurs idéologies, leurs choix éthiques ? Il est clair que mes choix méthodologiques ont aussi à voir avec un choix éthique.

A.-M. C. – *Est-ce que vous pouvez préciser ce que vous entendez par là ?*

A. F. – Les choix éthiques se font à plusieurs niveaux. Tout d'abord, choisir un objet plutôt qu'un autre, ce n'est jamais neutre. Par exemple, faire l'histoire du masculin et du féminin participe d'une relation spécifique, intellectuelle et politique, au monde qui nous entoure. Ensuite, écrire l'histoire en la qualifiant (plutôt qu'en la quantifiant) procède aussi de ce processus. Bien sûr, faire de l'histoire, ce n'est pas « juger » au sens judiciaire du terme, comme nous le voyons avec les procès actuels. Mais pour moi, c'est aborder, saisir des phénomènes historiques où je montre des rapports de responsabilité, des relations entre des acteurs sociaux, avec des décisions, des partis pris, qui laissent sous-entendre que les choses auraient pu se passer autrement. On peut écrire l'histoire avec la conviction qu'elle n'est pas une fatalité, qu'il y a du jouable. Poser qu'il y a cet espace de jeu, c'est une position morale et politique qui a des conséquences sur l'approche de l'objet historique et sur le récit qu'on en fait.

A.-M. C. – *On peut opposer en sociologie les gens qui font des enquêtes lourdes, avec de lourds questionnaires statistiques à l'appui et ceux qui cherchent à faire des monographies centrées sur les logiques des acteurs. On a l'impression de retrouver la même opposition en histoire sociale entre les quantitativistes et ceux qui comme vous, privilégient des approches qualitatives. Est-ce que vous pourriez préciser votre position à ce sujet ?*

A. F. – Je ne récus pas les enquêtes quantitatives. Elles ont donné et donnent encore des résultats importants, mais tout dépend de ce qu'on veut étudier. Pour le travail que je fais, je ne crois pas du tout aux séries, ni aux moyennes. À un moment donné, dans l'histoire des mentalités, on a cherché à décrire un homme moyen, à construire une sorte de modèle de l'homme le plus probable possible, à partir de données quantifiées. C'est la fréquentation des archives qui m'a fait abandonner un tel point de vue. Elles présentent des situations tellement discontinues, tellement disparates, que la fiction de l'homme moyen m'apparaît comme un modèle tout à fait réducteur de la réalité historique. Mes choix sont beaucoup plus proches de la « micro-histoire », qui part d'études de cas minuscules qui ne sont jamais traitées comme des anecdotes curieuses ou pittoresques, mais comme des révélateurs de la complexité sociale. Le cas échéant, il m'arrive de recourir aussi à des données chiffrées !

A.-M. C. – *On peut peut-être prendre un exemple ?*

A. F. – On peut prendre l'exemple de ce qui serait aujourd'hui considéré comme un fait divers dramatique, l'accident qui a eu lieu le jour du mariage du dauphin et de Marie Antoinette et qui a fait cent trente-deux morts, le 30 mai 1770. J'ai bien sûr confronté tous les récits de l'événement qui transforme la fête en tragédie. Après les feux d'artifice, la foule a convergé par les deux bouts de la Rue Royale au moment où les gens en carrosse se sont brutalement frayés un passage. Des centaines de gens se sont trouvés pris dans la nasse et ont été écrasés ou étouffés. La catastrophe a eu un écho considérable dans les gazettes, les chroniques du temps et elle a été très commentée par les témoins ou les contemporains, relatant les résultats de l'enquête et toutes les rumeurs sur le nombre réel de morts et de blessés. On a des témoignages sur l'utilisation des secours en argent que le couple royal a donné pour aider les familles des victimes. On peut ainsi voir, à travers ce fait divers tragique, toute une gamme de réactions sociales. On y voit aussi une face des relations entre le pouvoir royal et le peuple, à travers ce qui est d'abord sa façon de convier le bon peuple à partager des réjouissances et ensuite la façon dont se manifeste la compassion du pauvre et comment cette compassion est ressentie, alors que circulent des chansons ou des pamphlets pour accuser les responsables.

Mais je ne m'en suis pas tenue au traitement du fait divers comme événement. J'ai trouvé dans les archives la liste des 132 victimes, 89 femmes et 43 hommes, que des proches sont venus reconnaître pendant toute la nuit qui a suivi le drame et les jours suivants. J'ai pu ainsi savoir qui étaient ces gens qui se trouvaient au passage des carrosses. Par le biais de cet échantillon important, on peut avoir une idée de la composition de cette foule parisienne réunie pour la fête. J'ai même fait un tableau quantitatif décomptant avec les pourcentages, les professions des gens, leur âge, leur sexe. Une histoire sociale traditionnelle s'arrêterait peut-être là. En fait, les archives donnent beaucoup plus, puisqu'on trouve très soigneusement énuméré, tout ce que les personnes portaient sur elles au moment de leur mort. On peut ainsi avoir accès, au-delà des classifications abstraites, à la façon dont se manifeste une appartenance sociale, à travers les gestes, les pratiques dont témoignent les objets que chacun portait sur soi. On trouve en grand nombre des objets utilitaires, comme des couteaux, des ciseaux. Il y a des objets pour un usage privé, comme les tabatières, les étuis et aussi les tire-bouchons ou les gobelets. Les gens ont plus souvent sur eux un mouchoir que des pièces de monnaie. Et encore moins souvent des clefs : les maisons du XVIII^e siècle restent ouvertes. Une femme sur quatre a un reliquaire, un chapelet, un Christ de poche, deux fois plus souvent que les hommes. Parler de piété populaire n'est pas dans ce cas un vain mot. On trouve aussi dans les poches des victimes, 24 petits livres, dont 9 sont des livres d'heures ou de piété, tandis que les autres sont des livres de contes, des almanachs, un calendrier. Ceci montre un rapport dense à une lecture familière, proche. Si on ajoute 41 objets (quittances, lettres, notes, cartes, etc.) qui indiquent des relations ordinaires à l'écriture, on peut voir à quel point cette foule urbaine est déjà pénétrée de l'usage de l'écrit. Chaque objet répertorié et décrit (un étui peut être en carton, en émail ou en argent, ce n'est pas la même chose) per-

met ainsi de faire surgir sa toile de fond et quond je sais le nom d'une femme, son âge, sa profession, son adresse, et que j'ai la description de ce qu'elle portait sur elle ce jour là, avec par exemple, une page découpée dans un livre d'heures et pliée dans sa poche, j'ai déjà une esquisse extrêmement forte de ses façons de faire, de ses croyances, et aussi du monde dans laquelle elle vivait. Tout ça se trouve d'un seul coup figé dans cette sorte d'image arrêtée par la mort.

A.-M. C. – *Ce serait comme un arrêt sur image dans un film. Est-ce qu'on peut dire que cette façon de travailler, inhabituelle en histoire, emprunte ses modèles de travail au film ou à la littérature ?*

A. F. – À la littérature certainement. Je pense par exemple à Pierre Michon et ses *Vies Minuscules*. Et pour les films, je pense à Depardon. Pour moi *Délits flagrants* est en quelque sorte un modèle. Il y a chez lui un traitement du document qui me paraît exemplaire, mais je le trouve la même qualité de regard dans certaines fictions littéraires. Je me rends compte que je trouve davantage de modèles pour ressaisir la réalité et la donner à comprendre dans le cinéma et la littérature que parmi mes amis historiens. Mais en même temps, j'ai appris que cet appui sur des modèles littéraires au sens large ne peut être légitime que si elle s'appuie sur une enquête historique irréprochable.

A.-M. C. – *Est-ce qu'on peut avoir quelques exemples de ce savoir social du peuple dont il était question au début et que l'analyse historique permet d'exhumer ? Je pense par exemple à ce que j'appellerais la « logique de l'honneur » comme ressort des conduites populaires.*

A. F. – *Oui, c'est une chose qui m'a beaucoup frappée. Il n'y a pas un interrogatoire qui ne se conclue par une prise de parole spontanée de celui qu'on interroge pour dire qui il est, quelle est sa réputation dans son quartier. Et il va s'appuyer sur cela pour dire que ce qu'il a dit est vrai. Le mot employé c'est « réputation » plutôt qu'honneur, et la phrase rituelle, c'est « être bien connu de tous ». Chacun définit son identité singulière dans cette affirmation assurée qu'il peut être regardé de façon correcte de tous. Il appartient à une collectivité sociale concrète. Les enjeux de la réputation sont importants. Ils peuvent être économiques, car si un commerçant ou un artisan perd sa réputation, il perd sa clientèle. Mais la réputation va bien au-delà, puisque même celui qui n'a rien a une réputation à établir et à défendre. Par exemple, un enfant. Un enfant témoigne pour l'honneur de sa famille, mais un enfant qui a bonne réputation est adopté par le quartier comme quelqu'un qui compte. C'est très net dans l'affaire des enlèvements d'enfants que j'ai étudié dans *Logiques de la foule*, avec Jacques Revel. Quand les parents viennent réclamer leurs enfants, ils viennent souvent avec les voisins. C'est comme ça que je me suis rendu compte du rôle de l'enfant dans la vie sociale. C'est par ces témoignages que j'ai pu reconstituer la fonction des enfants dans l'espace social. C'est un point important de ma méthode : me demander les fonctions des gens les uns par rapport aux autres et pas*

me contenter de les définir par leurs catégories socioprofessionnelles. C'est pourquoi la référence à une communauté réelle, dans laquelle chacun a un rôle, est si importante.

A.-M. C. – *Comme dans un village ?*

A. F. – On trouverait la même chose en milieu rural, mais selon des modalités différentes. Par exemple, il y a en ville beaucoup de personnes qui viennent de la campagne où ils ont laissé une épouse ou un fiancé et qui, à Paris, ont trouvé un autre compagnon avec qui ils vivent en concubinage, ce qui est formellement condamné par l'église et interdit par la loi. Et bien, cela ne va pas du tout leur faire une mauvaise réputation. Il y a une acceptation explicite par la communauté de cet état de fait. Ces couples illégitimes vont aller se déclarer devant le commissaire comme vivant en concubinage. Ils se savent reconnus comme tels par le voisinage, on les a vu, comme on dit, « s'agacer, badiner ensemble » et même si cette relation est vouée à être très éphémère, elle est reconnue comme ayant une sorte de légitimité sociale, elle n'a pas à se cacher. On sait que l'été on retournera au pays, qu'on quittera ce concubin. Mais en attendant, on vit une relation qui est considérée comme « honnête » parce qu'elle est nouée entre personnes consentantes, et tout le monde dans l'environnement l'accepte. Ce n'est pas parce qu'on vit dans l'illégalité que pour autant on vit hors de toute norme sociale.

A.-M. C. – *Qu'est-ce qui fait les bonnes réputations ?*

A. F. – La réputation, c'est une bonne façon d'être dans le quartier, c'est être présent aux fêtes, dans les moments d'émotion, dans les événements quotidiens, c'est se tenir au courant de ce qui s'y passe, savoir en parler, savoir en garder la mémoire. Il faut bien voir combien cette société du XVIII^e siècle vit dans une grande promiscuité, l'intimité n'existe pas, même si à la fin du siècle, certains commencent à trouver pesante cette présence continue d'autrui. C'est aussi une société violente, infiniment plus violente que la nôtre, du fait de ces constants corps à corps qui dégénèrent vite en bagarres, rixes et brutalités, en accidents. Comme chacun se trouve témoin de la vie d'autrui, chacun est amené à réagir ou à intervenir par rapport à l'autre. Si un couple se bagarre sur le palier, on prendra partie, si on a le sentiment qu'il dépasse la mesure, on interviendra, le cas échéant on ira chercher le commissaire. Chacun est ainsi traversé en permanence dans sa vie par la vie d'autrui.

A.-M. C. – *Comment savoir où se situe la juste mesure ?*

A. F. – Cela dépend des temps et des lieux. Il y a des moments du creux de la nuit qui doivent être respectés par tous mais il sont plus courts que les nôtres : Paris se couche très tard et se lève à 3 heures du matin. Il y a aussi des espaces qui sont créateurs de comportements : chacun sait qu'on ne se conduit pas au cimetière des Saints Innocents comme à l'église, dans la rue comme au bord de Seine. Tout ça relève d'un

savoir social qui s'apprend par l'usage : il y a des règles du bon comportement, de la bienséance que la vie de groupe se charge d'inculquer à chacun, alors même qu'on a affaire à une population très mobile, très voyageuse, qui ne cesse de se déplacer d'un endroit à l'autre de Paris, ce qui fait que les paroisses urbaines ne sont pas des villages.

A.-M. C. – *Il y a un thème récurrent dans l'opposition entre culture savante et culture populaire concernant à la fois l'ignorance et la crédulité populaires. Dans Dire et mal dire vous avez étudié cette opinion publique populaire. Comment se façonne-t-elle ?*

A. F. – On ne cesse de dire dans les textes d'époque que les Parisiens sont curieux de tout. En fait, je pense qu'il faut comprendre cette curiosité comme un désir d'information, une véritable avidité vis-à-vis des nouvelles. Chacun veut avoir le maximum d'informations sur les événements, sur les prix, les passages du roi, les passages du lieutenant général de police, les nouvelles de l'étranger. Toutes ces informations n'arrivent pas par le journal du matin mais de bouche à oreilles. Cette volonté de savoir, c'est une façon de ne pas subir passivement ce qui se passe, mais de se constituer des représentations de la réalité pour pouvoir y réagir, souvent de façon très rapide et vigoureuse. C'est aussi accepter de payer le prix de ce qui circule, c'est-à-dire devoir démêler le faux du vrai. Il me semble que dans le lot des rumeurs qui se colportent, l'attitude ordinaire est de se dire que si c'est vraisemblable, c'est toujours bon à savoir, c'est bon à prendre. Ce que je ressens là, c'est la façon dont se constitue un savoir social, important, qui se mémorise et qui fait que selon les conjonctures, par exemple, un passage du roi n'est pas accueilli de la même façon, on pourrait le voir aussi à l'occasion des messes ou d'autres cérémonies. À chaque fois, la foule montre par ses réactions, ses attitudes, qu'elle a quelque chose à dire, qu'elle réagit d'une façon qui a à voir avec l'actualité politique et sociale. C'est très difficile de retrouver comment se constituent ces réactions collectives, mais il est impossible de ne pas les mettre sur le compte d'un véritable savoir social, qui fissent entre les gens des liens très importants, puisque toute nouvelle échangée est aussi commentée, discutée.

Pour ce qui est des « choses extraordinaires » dont l'annonce ne cesse de se renouveler, il y a un véritable apprentissage, qui se fait pour chacun peu à peu et qui conduit à se précipiter pour être aux premières loges pour voir l'homme qui va traverser la Seine avec ses sabots élastiques ou la petite fille enceinte, mais ça ne veut pas dire qu'on est naïf au point de tenir ça pour absolument vrai. On ne veut pas rater le plaisir de voir quelque chose d'étonnant, pour pouvoir en parler à son tour, mais c'est tout. En revanche, on ne traite pas de la même façon la rumeur politique ou sociale. Il me semble qu'il y a une distinction intuitive assez claire entre ce qui relève du possible, du probable, qui fait que le partage entre croyable et incroyable se fait avec beaucoup plus de pondération dans ce cas.

A.-M. C. – *Est-ce qu'il y a des réseaux de circulation de l'information spécifiques aux hommes ou aux femmes ?*

A. F. – Sauf au marché qui est un espace de femmes, les réseaux de circulation des nouvelles sont très mixtes. Il y a la place de grève, il y a les cabarets où les femmes sont aussi bien que les hommes car c'est aussi là que se fait l'embauche, il y a les carrefours, la rue. Cette mixité produit beaucoup d'incidents, si bien que les femmes sont souvent agressées, elles ont une vie peu confortables mais elles sont aussi informées que les hommes et elles sont aussi informatrices qu'informées. Je ne suis pas spécialiste de la Révolution, mais j'imagine la stupeur des femmes quand elles se sont fait exclure des assemblées révolutionnaires.

A.-M. C. – *Finalement, vous brossez une société populaire où la liberté des femmes est beaucoup plus grande que ce que nous ont laissé croire les schémas habituels...*

A. F. – On est au XVIII^e siècle, à Paris, en milieu populaire. On n'est pas au XIX^e siècle, à la campagne ou en milieu bourgeois. Les femmes travaillent, elles gagnent leur vie, elles sont mêlées à la vie sociale, elles ont une liberté qu'elles payent cher, en menant des existences très heurtées, mais elles ne se tiennent pas dans l'ombre, elles ont des avis sur tout ce qui se passe et de ce fait, elles ont elles aussi à établir et défendre leur réputation. La réputation d'une femme ne se confond pas avec celle de la famille, du couple ou du mari. Un mari peut être déconsidéré aux yeux de l'environnement parce qu'il boit, par exemple, sans que sa femme soit elle-même déconsidérée. Elle est un individu singulier, qui est jugé sur son propre compartement, elle n'est pas captive d'une image qui l'assigne au rôle d'épouse ou de mère. Les choses changent apparemment au XIX^e siècle, mais il faudrait regarder de très près si la façon dont se modifient la définition des rôles masculin et féminin dans les représentations sociales dominantes ont d'emblée pénétré en milieu populaire urbain.

A.-M. C. – *Je trouve votre façon de cumuler les études de cas, les monographies, très proche de la façon dont certains sociologues, procèdent pour approcher les milieux populaires contemporains. Est-ce que vous vous sentez, d'un point de vue méthodologique, en phase avec des travaux comme par exemple ceux de Jean-François Laé et Numa Murard ?*

A. F. – J'aime beaucoup ce que fait Jean-François Laé, bien sûr, c'est d'ailleurs quelqu'un avec qui j'ai travaillé. Il y a pourtant un point qui nous divise. Il a choisi pour rendre compte de ses « restes » à lui, ces fragments d'observation qui d'après lui ne sont pas intégrables dans une étude sociologique, de recourir à la fiction, en publiant un livre de nouvelles qu'il a intitulé *Récits du malheur*. Pour moi, c'est un pas que je ne veux pas franchir. Il me semble absolument nécessaire, pour rester dans le champ des sciences sociales, et en ce qui me concerne, dans l'histoire, d'aller sons doute aussi loin que possible dans la mise en écriture « littéraire », mais j'aurais le

sentiment de trahir à la fois ma discipline et les gens dont je parle, qui n'ont pas été des fictions mais des êtres de chair et de sang, si je passais du récit historique au roman historique. Les historiens se doivent de produire des connaissances vraies sur la réalité, pas des fictions, même si les fictions produisent aussi du savoir sur le monde. Mais c'est un autre type de savoir, qui met celui qui écrit dans un autre rapport au faux et au vrai, dans une autre logique d'écriture, qui est légitime et importante, mais qui est hors du champ scientifique.

A.-M. C. – *C'est peut-être que les historiens ont d'emblée droit au récit, qui n'est pas la forme d'écriture la plus fréquente en sociologie. Par ailleurs, ceux dont ils parlent sont morts et ils n'ont pas à protéger l'identité de leurs informateurs, en maquillant les noms, les lieux et les événements, ce qui est le premier pas vers la fiction, comme doivent le faire les psychanalystes quand ils publient mais aussi les anthropologues ou les sociologues. Pourtant, ce qui me frappe, c'est moins la divergence que les convergences d'approches entre des disciplines différentes sur certains thèmes, comme celui que je trouve parfaitement bien caractérisé par le titre de votre livre Le Cours ordinaire des choses. Est-ce que pour conclure, vous pourriez commenter un peu cet intérêt que prennent aujourd'hui des chercheurs en sciences sociales pour l'ordinaire ?*

A. F. – Cet intérêt se manifeste dans plusieurs disciplines : sociologie, linguistique, histoire, études politiques, par exemple. Pour certains, c'est une façon d'adopter un objet modeste, à une période où plus personne n'ose se mettre en position de surplomb, ou même d'emprunter une vision globale. Choisir l'ordinaire des choses serait le signe d'un deuil, au moment où l'on abandonne des objets ou des formes de raisonnement qui semblent avoir conduit à des impasses. Pour d'autres, l'approche de cet objet est au contraire un bon défi méthodologique. Il oblige à se décentrer par rapport à la lourdeur d'une discipline, à déconstruire et recomposer autrement la réalité si bien que c'est aussi une voie pour accéder à de nouvelles interprétations, voire à de nouveaux modèles théoriques. S'agissant de l'histoire, j'ajouterai à ces raisons que travailler sur la vie ordinaire, sur les événements qui y adviennent, les rencontres entre les gens dans des instants fugitifs que l'archive a fixé, me paraît une voie fructueuse pour proposer une histoire de l'altérité.